

Contribution écrite a la consultation publique pour les règles d'assortiment des titre CPPAP hors IPG.

Rédacteur :

Mr A[sda] R[sda] diffuseur de presse depuis 2012 a la Maison de la presse de Vitry le François 51300.

Voici mes réponses :

Question n° 1

Que pensez-vous du principe d'imposer à tous les diffuseurs de respecter un quota minimum de titres CPPAP hors IPG ?

Je suis favorable au quota minimum obligatoire sur le titre CPPAP hors IPG.

Question n° 2

Quelle devrait selon vous être la valeur du quota de titres CPPAP hors IPG ? Pour quelles raisons ? La fixation de sa valeur doit-elle être différenciée selon la typologie du point de vente ? Pourquoi ? Le cas échéant, précisez la typologie de point de vente et les valeurs de quota correspondantes envisagées.

La définition de « en service » pour un titre dans un point de vente a-t-elle besoin d'être précisée ? Le cas échéant, quelle définition proposez-vous ?

La valeur du quota devrait être proportionnel a la taille de linéaire afin de refléter la spécialisation de celui-ci sur l'identité de diffuseur de presse.

Exemple : Point de proximité et dépannage taille de linéaire inférieur a 70 mld quota 15%
 Magasin de taille intermédiaire taille de linéaire entre 70 et 100 mld quota 20%
 Magasin spécialisé taille de linéaire supérieur a 100 mld quota 25%

Question n° 3

Que pensez-vous des modalités d'ajout et de retrait des titres CPPAP hors IPG dans les points de vente ?

Je suis satisfait des modalités d'ajout et de retrait d'un titre CPPAP.

Néanmoins je renforcerais le retrait avec le droit de retour anticipé sur le titre non souhaité a défaut un droit de stockage hors surface de vente en attendant son rappel.

Question n° 4

L'absence d'obligation des éditeurs et de leur distributeur de faire droit aux demandes de mise en service de titres entraine-t-elle des difficultés pour certains points de vente à obtenir certains titres ? Si oui, merci de décrire les situations et si possible de les quantifier.

Pour quelles raisons un éditeur peut-il être amené à refuser explicitement de mettre un titre en service chez un diffuseur qui en fait la demande ?

A mettre en place par défaut.

Question n° 5

Constatez-vous de telles pratiques ? Quelle est votre analyse sur les éventuels impacts de celles-ci ? Estimez-vous nécessaire de préciser dans les règles de rémunération des diffuseurs que de telles pratiques doivent être proscrites ?

Ces pratiques doivent être mis en place et ne nuire pas la pluralité.

En effet la rémunération actuelle du réseau est bien inférieure d'autre branche de la culture.

A ce jour mon CA librairie dégage un taux de marge de [sda]% frais de « gestion de transport aller et retour » compris dans ce calcul, avec une sélection des titres unilatéral de ma part et autorisation de retour anticipé sur des livres qui ne présente pas de potentiel pour ma clientèle.

Le taux de commissionnement de presse est comparativement a [sda]% soit [sda]% en dessous de la Librairie pour un volume qui disparaît un peu plus tous les ans.

La Presse « Non IPG » doit être régit par les règles simples du commerce de l'offre et la demande.

Le commerçant diffuseur a tous intérêt a cultiver la pluralité de son offre pour garantir son CA et par ruissèlement le CA du réseau.

Des accords commerciaux doivent pouvoir être mis en place pour contrebalancer le droit des éditeurs a l'autodiffusion qui bien souvent prennent les points de vente comme des showrooms a abonnement.

Question n° 6

Ce mécanisme de retrait automatique des titres CPPAP hors IPG a vente nulle vous paraît t-il adapté aux attentes du secteur ? Le Cas échéant, en préciser les raisons.

Une information trimestrielle d'arrêt des services doit être impérativement communiqué par un rapport PDF par mail ceci afin de donner un outils de contrôle de cohérence des modifications de son assortiment .

L'information actuel par « info bandeau sur les BL journalier est inadapté »

Délai avant arrêt de service :

Quotidien	21 jours
Hebdomadaire	12 semaines
Bimensuel	6 parutions
Mensuel	6 mois
Bimestriel	4 parutions
Trimestriel	4 parutions

Question n° 7

Que pensez-vous des mesures envisagées s'agissant des titres nouvellement agréés par la CPPAP ?

Préférez-vous l'utilisation d'un critère de durée ou de nombre de parutions pour délimiter ce droit d'accès temporaire au réseau des diffuseurs de presse ? Pourquoi ?

Quelle valeur de M vous semble la plus adaptée pour chaque périodicité ?

Cette mesure est a manié avec précaution, car c'est une porte ouverte a la création de magazine non pérenne polluant les linéaires.

Je suis contre l'obligation de mise en place sans l'accord du diffuseur.

Encore une fois le diffuseur est un commerçant garant de la diversité de son offre et la qualité de son linéaire pour l'optimisation de son CA.

La aussi il doit lui être proposé des « précommande de nouveauté trimestrielle » afin d'être pleinement acteur de mise en avant au lancement au lieu d'être un Employé Libre Services qui vas chercher n'importe quel place pour un titre qui n'est pas prévu dans sa gamme. Il y a la beau coup d'opportunité d'accord commerciaux a imaginé challenge de vente, concours vitrine, espace promo etc...

Question n° 8

Que pensez-vous des mesures envisagées s'agissant des numéros hors-séries et numéros spéciaux rattachés à des titres CPPAP hors IPG ?

Aucune mise en place automatique ne doit être faite.

La aussi il doit lui être proposé des « précommande de nouveauté trimestrielle » afin d'être pleinement acteur de mise en avant.

Sinon dans le cas de mise en place automatique sans accord préalable du diffuseur, le diffuseur doit avoir le droit de retour anticipé au même titre que pour les remises en vente et parution « adulte ». (Mécanique qui fonctionne déjà parfaitement)

Question n° 9

Que pensez-vous de la disposition envisagée, s'agissant de la publication des données relatives au quota ?

De quelle manière les distributeurs doivent-ils identifier chaque diffuseur afin de pouvoir réconcilier les données de chaque distributeur ?

Je suis pleinement en accord avec cette disposition.

Question n° 10

Faut-il prévoir des modalités d'entrée en vigueur différée des règles d'assortiment par rapport à leur adoption par l'Arcep ? Pour quelles raisons et, le cas échéant, selon quel calendrier pour quels aspects ?

Le délai doit être le plus court possible a mon sens.

Un délai technique de développement raisonnable de 6 mois maximum me paraît suffisant.

Question n° 11

De manière plus générale, identifiez-vous d'autres prérequis nécessaire à la mise en œuvre des principes énoncés plus hauts ?

La mise en place d'une règle de volumétrie par mètre linéaire (7 a 9 titres au metres linéaire développé maximum) doit être mise en place pour garantir une clarté du linéaire pour le consommateur.

Il serait bon de mener une réflexion d'uniformisation des fichiers produit presse avec le modèle FEL du livre qui traite déjà l'ensemble des besoins de l'univers du PRINT.

D'autant plus que certain éditeurs utilise déjà ce format dans leur stratégie multicanal.

En effet certain titre sont aussi distribué par les diffuseur de librairie (Ex : alternative économique , Le 1, Animland)

D'autre on stopper leur diffusion presse pour passer sur le canal librairie (Ex : Comics Panini marvel soft cover chez hachette)

D'ailleurs ces titres dans ce réseau (via la librairie) sont avec des rémunération plus importante, en précommande a M+2/3 et avec le retour anticipé possible.

Si l'on veut que la presse revive elle doit avoir toute la latitude de dynamisme commercial possible en point de vente avec des rémunérations décente (ce qui n'est pas le cas a ce jour).